NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Les Français payent aujourd'hui le dérapage budgétaire de Jacques Chirac…

En laissant déraper les comptes publics à son deuxième mandat pendant que l'Allemagne faisait la rigueur, l'ancien Président a fait un décalage budgétaire jamais résorbé depuis.

La dette publique de la France est à preque 100 % du PIB ,celle de l'Allemagne est presque aux 60 % du traité de Maastricht. Leurs dettes publiques étaient proches au début de la première présidence de Jacques Chirac (environ 55 % du PIB en 1995) et à sa fin (environ 60 % du PIB en 2002). L''écart , inquiétant pour la zone euro, est la consèquence des politiques budgétaires des deux pays de 2002 à 2007.

La forte croissance des années 1999-2001 a conduit la France et l'Allemagne à vider une « cagnotte budgétaire » par des hausses des dépenses publiques ou des baisses de prélèvements obligatoires. La conjoncture s'est dégradée & les deux pays ont été en « déficit excessif » par rapport aux règles budgétaires européennes avec un déficit public supérieur à 3,0 % du PIB en 2002. Ils ont convaincu en 2003 le Conseil de l'Union européenne de ne pas les mettre formellement en demeure de redescendre sous les 3% en 2004

tout en annonçant d'importantes mesures de redressement.

Dans « l'agenda 2010 » présenté en mars 2003 par le Chancelier Schroeder, l'Allemagne a réduit ses dépenses publiques de 5 points de PIB entre 2003 et 2007 tandis que la France stabilise les siennes. Ce redressement a réduit l'activité économique en Allemagne et une récession a eu lieu 2003, puis une faible croissance en 2004 et 2005, ce qui a maintenu le déficit effectif au-dessus de 3,0 % du PIB jusqu'à 2005.

Mais les mesures donnent des résultats dès 2006 et les comptes publics allemands dégagent un excédent de 0,2 % du PIB en 2007, alors que le déficit public français est de 2,6 % du PIB. Les soldes publics structurels (c'est-à-dire corrigés de l'impact des fluctuations de l'activité économique) des deux pays présentaient un écart de plus de 3 points de PIB en 2007.

Cet écart d'environ 3 points de PIB entre les soldes publics effectifs et structurels de la France et de l'Allemagne, que Jacques Chirac et Gerhard Schroeder ont légué, n'a pas été résorbé . Aucun des présidents qui ont succédé n'a pu supprimer cet écart .